Atelier d'identification des priorités stratégiques pour atteindre la cible 8.7 des Objectifs de Développement Durable (ODD) en République du Congo.

Brazzaville du 26 au 27 avril 2023

Feuille de route des actions prioritaires

Priorités	Actions à entreprendre	Résultats attendus	Chronogramme (court ou moyen terme)	Ressources	Partenaires/ responsables	Indicateurs de performance
1. Lois et politiques	Faire une revue juridique de tous les instruments nationaux relatifs à la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants	La revue juridique est réalisée	CT	15 000 000 FCFA	Parlement, Ministères en charge de la justice, travail, affaires sociales, emploi, intérieur et sécurité ; Organisations d'employeurs et de travailleurs ; Société civile ; Partenaires techniques et financiers	Nbre d'instruments juridiques revus
	Elaborer les propositions d'amendements des instruments juridiques	Les instruments Juridiques nationaux sont actualisés et adaptés à	MT	75 000 000 FCFA		Nbre d'instruments Juridiques nationaux actualisés et adaptés à la Cible 8.7

	nationaux en vue de les actualiser et les adapter à l'atteinte de la cible 8.7 des ODD à l'objectif 2025	l'atteinte de la cible 8.7 des ODD à l'objectif 2025				
	Finaliser la révision du Code du travail	Le code du travail est révisé	CT	100 000 000 FCFA	Parlement, Ministères en charge du travail et Emploi ; Organisation d'employeurs et de travailleurs ; BIT	Code de travail révisé disponible
	Elaborer et Adopter la Politique Nationale de l'Emploi	La politique nationale est élaborée et adoptée	CT	100 000 000 FCFA	Ministère en charge de l'emploi et travail ; Organisation d'employeurs et de travailleurs ; BIT	PNE disponible
	Réviser la liste des travaux dangereux interdits aux enfants de	La liste de travaux dangereux est révisée	CT	75 000 000 FCFA	Ministère en charge du travail, justice, Affaires sociales,	Textes réglementaires disponibles

	moins de 18 ans dans toutes les branches d'activités économiques				Emploi ; Organisation d'employeurs et de travailleurs ; BIT	
	Harmoniser le Code de la marine marchande avec la convention MLC 2006 (interdiction formelle d'emploi ou d'engagement à bord d'un navire de toute personne de moins de 16 ans	Le code est harmonisé avec la convention MLC 2006	CT	75 000 000 FCFA	Parlement ; Ministère en charge de la marine marchande et du travail ; Organisation d'employeurs et de travailleurs ; BIT	Code de la marine marchande promulgué
	Renforcer les mécanismes de coopération entre les pays de provenance et les pays de destination des victimes de la traite des personnes,	Les mécanismes de coopération entre les pays sont renforcés	MT	150.000.000 FCFA	Ministère en charge des affaires étrangères, coopération, intérieur et sécurité	2 accords de coopération renforcés et signés

	l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants					
2. Coordination et décentralisation	Mettre en place un Comité national multisectoriel de l'Alliance 8.7 pour la lutte contre la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants	Le comité national multisectoriel de l'Alliance 8.7 est créé et installé	CT	200 000 000 FCFA	Primature ; Ministères en charge de l'intérieur et sécurité, travail, justice, emploi, affaires sociales, promotion de la femme	Arrêté interministériel
	Nommer les membres du Comité national multisectoriel sur la base d'une concertation de tous les partenaires sociaux	Les membres du comité national sont nommés et notifiés	CT	5 000 000 FCFA	Ministères en charge du Travail, Emploi, Affaires sociales, justice	Arrêté de nomination ; Nbre de réunions tenues ; Publication des décisions et rapports de réunions

	Installer les comités départementaux et locaux dans les sites de prévalence de la traite des personnes, de l'esclavage moderne, du travail forcé et des pires formes de travail des enfants	Comités départementaux et locaux installés	CT	150 000 000 FCFA	Ministères en charge du travail, emploi, affaires sociales, justice	PV et Rapports d'installation
	Renforcer les capacités techniques et institutionnelles des acteurs impliqués en vue de prévenir et éliminer la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants	Les capacités techniques de tous les acteurs sont renforcées ; Les structures sont renforcées ;	CT et MT	300 000 000 FCFA	Ministères en charge de travail, emploi, justice, affaires sociales, intérieur et sécurité ; Organisations d'employeurs et de travailleurs ; Société civile ; Partenaires techniques et financiers	Nbre de personnes formées ; Nbre de matériels acquis ; Nbre de structures mis en place.

	Renforcer les capacités techniques et institutionnelles des juridictions administratives et pénales compétentes pour lutter contre la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé	Capacités techniques et institutionnelles des juridictions administratives et pénales renforcées	CT et MT	150 000 000 FCFA	Ministère en charge de la justice ; Partenaires Techniques et financiers ; Société civile	Nbre de formations tenues ; Nbre de magistrats, OPJ et personnel de greffes formés ;
	Renforcer les capacités institutionnelles et techniques de l'Inspection du travail en matière de lutte contre les pires formes de travail des enfants	Les capacités techniques et institutionnelles de l'inspection du travail sont renforcées	CT et MT	300 000 000 FCFA	Ministère en charge du travail ; BIT ; Partenaires techniques et financiers	Nbre d'inspecteurs formés ; Nbre de matériels acquis ; Nbre de structures mises en place
3. Suivi de progrès, collecte de données, partage de connaissances	Elaborer un plan d'action national (PAN) pour lutter contre la traite des personnes, l'esclavage	Le plan d'action national (PAN) est élaboré	CT	60 000 000 FCFA	Ministères en charge du travail, emploi, affaires sociales, justice, intérieur et	Plan d'action disponible

	moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants				sécurité ; Organisations d'employeurs et de travailleurs ; Société civile ; Partenaires techniques et financiers	
	Etablir la cartographie des interventions visant à éliminer la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants	La cartographie est établie	MT	60 000 000 FCFA	Ministère en charge du travail, emploi, justice, affaires sociales, intérieur et sécurité ; Organisations d'employeurs et de travailleurs ; société civile ; partenaires techniques et financiers	Cartographie disponible
	Mettre en place un mécanisme d'alerte et un observatoire de cas de la traite des personnes, d'esclavage moderne, de	Mécanisme d'alerte et observatoire mis en place	CT	30 000.000 FCA	Ministères en charge de travail, emploi, justice, affaires sociales, intérieur et sécurité ;	Numéro vert opérationnel ; Texte mettant en place l'observatoire publié

	travail forcé et des pires formes de travail des enfants				Organisations d'employeurs et de travailleurs ; Société civile ; Partenaires techniques et financiers	
	Créer une base de données pour l'enregistrement de tous les cas de la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants	La base des données est créée	CT	150 000 000 FCFA	Ministères en charge du travail, emploi, justice, affaires sociales, intérieur et sécurité ; Société civile ; Partenaires techniques et financiers	Base de données disponible et fonctionnelle
	Renforcer l'information, l'éducation et la communication (IEC) à l'endroit de la population sur la lutte contre la traite des	Les populations sont informées et éduquées contre la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et	CT et MT	150 000 000 FCFA	Ministères en charge de l'information et communication, travail, emploi, éducation ; Médias publics et privés ;	Nbre de sessions de sensibilisation ; Nbre de personnes sensibilisées

	personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants	les pires formes de travail des enfants			Société civile ; Partenaires techniques et financiers	
	Mettre en place des programmes d'éducation gratuite, de formation professionnelle qualifiante et d'insertion professionnelle pour les jeunes, adultes et enfants victimes de la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants.	Les programmes d'éducation, de formation professionnelle gratuites sont mis en place ;	CT et MT	350 000 000 FCFA	Ministères en charge du travail, de la formation professionnelle, affaires sociales ; Partenaires techniques et financiers	Nbre de programmes élaborés et validés ; Nbre d'enfants formés ; Nbre de jeunes et adultes formés et insérés dans les professions

4. Financement	Accroître le financement en faveur des activités visant l'élimination de la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants	Le financement est accru	CT et MT	100 000 000 FCFA	Ministère en charge du travail, affaires sociales, justice, emploi, budget, finances ; Partenaires techniques et financiers	Pourcentage d'accroissement du financement
	Renforcer la coopération internationale pour financer la lutte contre la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants	Apport financier des PTF plus accru	CT	100 000 000 FCFA	Ministères en charge de la coopération, budget, finances, travail, emploi, affaires sociales, justice ; Partenaires techniques et financiers	Nombre de conventions de financement conclues et ratifiées